



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-evolution-de-la-revolution>

Réflexion

L'évolution de la révolution

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1174 - avril 2016 -

Date de mise en ligne : samedi 25 juin 2016

Date de parution : avril 2016

Description :

François Chatel montre que pour survivre, ce qui s'impose à l'humanité est une véritable révolution, mais que ce mot n'est pas synonyme de violence, car les révolutions non-violentes aboutissent et conduisent à des changements qui durent quand ils ont été bien préparés.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quand on est conscient de l'importance des changements qui sont devenus nécessaires pour que l'humanité ait encore un avenir, on est convaincu qu'il ne s'agit pas de réforme, mais bien d'une véritable mutation. Or un tel changement de société s'appelle une révolution. Mais pourquoi, se demande François Chatel, une révolution est-elle systématiquement associée à des violences alors que l'histoire prouve le contraire ? C'est une révolution non-violente, intelligemment conduite en ayant un programme, un objectif clair et adapté aux réalités actuelles, qui est le plus sûr moyen de "franchir le pas" :

Depuis environ quatre décennies, notre société mondialisée connaît le malaise de l'inadaptation. Son fonctionnement s'en trouve bouleversé, au point d'engendrer un déséquilibre qui se traduit par des inégalités excessives, la misère en travaillant, un chômage croissant, une justice partielle, la liquidation des services publics, la corruption de l'État, la démocratie bafouée, des crises qui se succèdent, des populations exploitées et d'autres sacrifiées, l'insécurité permanente et des régimes de plus en plus autoritaires.

Au dérèglement interne s'ajoutent des perturbateurs externes, tels que l'inquiétant réchauffement climatique accéléré de la planète, la destruction de l'environnement et la raréfaction progressive des énergies fossiles et de nombreux matériaux utilisés avec les nouvelles technologies. En effet, le système capitaliste convient fort bien à l'utilisation d'une pléthore d'énergies pour transformer la matière première et en tirer des produits dont la vente est génératrice de profits financiers. Mais quand il s'agit de gérer l'hyperproductivité permise par l'automatisation industrielle, il se révèle inadapté aux conditions posées par le respect de l'environnement et des réserves naturelles. Ce système reposant sur la croissance obligée, il est évident qu'il est incompatible avec son ralentissement, et encore plus avec la décroissance qui s'impose pour les plus riches. Autant de raisons qui montrent qu'une réforme ne va pas suffire, que c'est un véritable changement de société qui est devenu à la fois légitime et nécessaire. Bref, que c'est une révolution qui s'impose.

Quel engagement, aujourd'hui ?

Le peuple est-il à la veille de s'approprier la souveraineté pour écrire une nouvelle Constitution, comme le 6 Messidor de l'an I de la République ? Cette Constitution, malheureusement non appliquée, contenait un fameux Article 35 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » [\[1\]](#). Qui peut mieux en poser la légitimité que Jean Jaurès : « L'idée d'un grand peuple se gouvernant lui-même était si noble qu'aux heures de difficulté et de crise, elle s'offrait à la conscience de la nation. Une première fois, en 1793, le peuple de France avait gravi cette cime, et il y avait goûté un si haut orgueil, que toujours sous l'apparent oubli et l'apparente indifférence, le besoin subsiste de retrouver cette émotion extraordinaire. » [\[2\]](#)

Malgré les raisons légitimes d'un tel changement de société, l'idée d'une révolution est-elle à l'ordre du jour ? Liées à des mécontentements, à des réactions aux signes de mépris ou d'indifférence de la part des gouvernements, à des mesures impopulaires, des révoltes sont fréquentes mais ces coups de colère n'ont pas pour objectif le renversement du système. Faut-il en déduire que les peuples sont conditionnés au point d'accepter le capitalisme comme une fatalité ?

D'après Jacques Ellul [\[3\]](#) ce qui a contaminé le mental des peuples ce n'est pas le capitalisme, mais ce qui paraît en être le fruit : la société technicienne. La technique, élevée au rang de nouvelle religion, serait le nouvel opium du

peuple, vanté à tous les coins de rue, dans les médias, sur internet. Partout s'élèvent des prières exaltées réclamant des nouveautés, des gadgets. Et face à un monde de contraintes et de précarité l'individu se réfugie dans le plaisir immédiat, dans la gratification simpliste des gadgets offerts par la technique (les jeux, la télévision, le téléphone, Facebook, etc...) accompagnant le sexe, l'alcool et la drogue. De sorte que l'esprit s'ankylose, les neurones s'encroûtent et les synapses se ramollissent au profit du cerveau reptilien, celui qui anime nos instincts primaires, nos désirs compulsifs et nos pulsions hypothalamiques. Cette foi contagieuse fait que les peuples s'en remettent corps et âmes à ces prêtres experts à trouver et appliquer des solutions techniques à tous les problèmes contemporains et qui leur assurent qu'avec le transhumanisme, c'est un monde de plaisirs infinis, d'éternelle jeunesse et d'éclatantes possibilités individuelles qui les attend.

Alors, au milieu de ces jouets, comment pourrait-on penser la révolution ?

On soigne les bobos

Pendant ce temps-là, l'économie marchande s'est emparée des problèmes climatiques, et cherche à en tirer un maximum de profits. Les plans de « développement durable » et de transition énergétique sont l'objet d'une propagande qui mobilise tant les politiciens que les artistes mondains qui s'affichent dans des conférences et des spectacles très médiatisés.

" Le film À la poursuite de demain, des studios Disney vante la jeunesse passionnée et surdouée, créatrice des technologies qui promettent une société de rêve.

" Le film Demain, de Mélanie Laurent et Cyril Dion, fait l'apologie d'un nouveau monde New Age, où, grâce à la conscience régénérée de chacun sur son appartenance à Gaïa, les solutions technologiques appropriées à l'écologie vont surgir et peindre le capitalisme en vert pour une société collaborative et solidaire grâce, aux réseaux sociaux. Il nous entraîne à travers le monde à la rencontre de solutions idéales, respectueuses de l'environnement et favorables à la transition énergétique pour sauver la croissance et la planète, le cas échéant : usines de recyclage, centrales à biomasse, unités de méthanisation, de géothermie, de production d'hydrogène, véhicules électriques, rénovations des bâtiments, panneaux photovoltaïques, éoliennes, développement des smart grids et des smart cities, des nanotechnologies, de l'informatique, etc... Son principal message se résume à : « l'écologie c'est bon pour l'économie, pour la croissance et l'emploi », donc de quoi s'assurer trente nouvelles "glorieuses". D'après les commentaires enthousiastes de ce film, une révolution serait donc en marche, celle des nouvelles technologies "propres" et des initiatives individuelles. Il suffit de constater l'ampleur de l'impact émotionnel déclenché par ces nouvelles productions pour voir que ce nouveau catéchisme rencontre du succès.

Les COP deviendraient-elles de nouveaux conciles où seraient déterminées les nouvelles règles de la croyance en la sainte église techno-science ? Détruire et reconstruire formeraient l'allégorie du capitalisme ? Ce mouvement alternatif conviendrait-il à la nature humaine soi disant productiviste, égoïste et intéressée ?

Mais ces mesures à la gloire de la technique sur fond d'urgence écologiste ne pourraient-elles pas plutôt générer une organisation sociale de plus en plus totalitaire ?

Sommes-nous contraints d'accepter quelques réformettes faute d'ambitionner une révolution ?

Se battre sans violence

Pour le citoyen ordinaire comme pour le chercheur en sciences sociales, violence et révolution paraissent indissociables. Que ce soit en France, la révolution de 1789, en Angleterre, la guerre civile de 1641 à 1649 (celle qui opposa les Têtes rondes de Cromwell aux partisans de Charles 1er) ou en Russie (la prise du pouvoir par les bolcheviques), elles ont contribué à donner au terme de « révolution » une dimension violente et sanguinaire.

Et pourtant, depuis 1960, c'est la résistance civile, agissant en masse pacifiquement, que ce soit dans la rue, par des grèves, par des sit-in ou d'autres formes de manifestations, qui a permis la réussite de 50 des 67 renversements de régimes, comme le prouve T. G. Ash [4]. Ce qui montre bien qu'il faut repenser la conviction que révolution signifie violence.

Le zapatisme est un exemple d'évolution d'un mouvement révolutionnaire vers la non-violence. L'ancien Front de Libération Nationale a abandonné la lutte armée en 2001 et l'a remplacée en novembre 2005 par le FZLN dont les principes fondateurs affirment explicitement son caractère civil et pacifique et la mise en place de ce que Gandhi appelait un programme constructif, durable et étendu. Il promeut une démocratie radicale, se rapprochant du modèle conseilliste, et une organisation économique fondée sur l'autogestion et le collectivisme (gestion communale et collective des terres, suivant la tradition de l'ejido, des écoles, du système de santé, de la justice, etc.).

La voie tracée par Gandhi

Effectivement, c'est sans doute vers Gandhi qu'il faut se tourner pour saisir les conditions philosophiques qui promeuvent le projet de révolution non-violente. Il a développé l'idée selon laquelle l'usage de la violence ne fait pas que nuire à celui qui la subit, il altère aussi celui qui l'emploie, de sorte que la violence révolutionnaire a un coût humain et social toujours supérieur à ce qu'on peut imaginer.

Selon le satyagraha instauré par Gandhi, « on défend la vérité non pas en faisant souffrir l'adversaire, mais en souffrant soi-même » [5]. Cette doctrine « apparaît d'une façon générale aux yeux du public comme une désobéissance civile, en ce sens qu'elle n'est pas criminelle. Le criminel enfreint les lois subrepticement et tâche de se soustraire au châtement ; tout autrement agit celui qui résiste civilement. Il se montre toujours respectueux des lois de l'État auquel il appartient, non par crainte des sanctions, mais parce qu'il considère ces lois nécessaires au bien de la société. Seulement, en certaines circonstances, la loi est si injuste qu'obéir semblerait un déshonneur. Alors, ouvertement et civilement, il viole la loi et subit avec calme la peine encourue pour cette infraction. Puis, afin d'affirmer sa protestation contre l'action des législateurs, il lui reste la possibilité de refuser sa coopération à l'État, en désobéissant à d'autres lois dont l'infraction n'entraîne pas de déchéance morale » [6].

Gandhi précise que la lutte politique non-violente doit respecter un « principe d'auto-limitation ». Cette exigence implique deux conditions : elle doit permettre d'interrompre la révolution lorsque celle-ci risque de basculer de la non-violence à la violence communautaire ou terroriste, et elle doit laisser un moment d'ouverture à l'adversaire pour lui offrir l'opportunité de transformer son point de vue.

Ce monde à édifier est celui dont parle Hannah Arendt : il y existe un espace entre les êtres humains, des intervalles qui leur permettent de se distinguer afin qu'ils entrent dans une sphère de reconnaissance [7].

Bentouhami [8] précise que la non-violence telle que la prônait Gandhi est incontestablement révolutionnaire (et non réformiste) car elle est générée et portée par une espérance.

Ce que reprend et développe Martin Luther King dans ses discours.

C'est aussi le message que transmet Howard Zinn, militant invétéré de la non-violence : les bonnes nouvelles sont toujours inattendues et il ne faut pas croire que ce dont nous sommes actuellement témoins existera toujours [9].

M.L.King a évolué dans sa lutte. Il a confié ceci à ses associés : « Maintenant, je ressens les choses tout autrement. Je pense qu'il faut reconstruire toute la société, qu'il faut un renversement total des valeurs et qu'il faut affronter les fondements économiques du système capitaliste puisque ce dernier, générateur d'inégalités, de misère, d'impérialisme et de matérialisme, est incapable de saisir l'essence sociale de la vie humaine » [10]. Il savait en effet que l'exploitation économique et le chômage touchaient autant les Blancs que les Noirs, que toutes les formes d'oppression étaient intimement liées et qu'en conséquence la question de l'unité des luttes était cruciale pour leur victoire.

C'est pourtant vrai !

Ces stratégies révolutionnaires fondées sur la non violence se sont concrétisées par les révolutions appelées « de couleur ». Même si leur objectif, nous allons le voir, n'est pas du tout similaire à celui souhaité, c'est-à-dire à un changement radical de système économique, politique et social, elles montrent par leurs succès qu'elles sont efficaces. Elles sont basées sur des stratagèmes modernes et subversifs conçus par un politologue américain du nom de Gene Sharp [11], pour qui le pouvoir d'un État dérive de l'obéissance de ses sujets, pouvoir qu'il maintient par des systèmes d'embrigadement. Il fait référence à Étienne de La Boétie affirmant que sans le soutien de ses sujets, un chef d'État est impuissant. Les images de la "révolution orange" à Kiev, en Ukraine, rappellent fortement celles de la "révolution des roses" qui s'est produite à Tbilissi, en Géorgie, en novembre 2003, et celles de la "révolution de velours" qui a triomphé en octobre 2000 à Belgrade, en Serbie. Dans ces deux derniers cas, les régimes en place sont tombés sans qu'un seul coup de feu soit tiré. Derrière l'apparente spontanéité des événements se trouvent des organisations qui mettent en oeuvre des stratégies de résistance non violente afin de mobiliser la population dans une démonstration de force, capable de renverser le pouvoir en place.

De même que le programme TACIS de l'Union Européenne, une partie importante des fonds d'organisations d'affaires américaines (la Fondation Soros, ou Open Society Foundations, l'USAID et la NED) est destinée à la création de mouvements de jeunes contestataires. Toutes trois financent le groupe serbe Otpor, créé en 1998, et d'autres mouvements du même type, infiltrés dans des ONG répandues dans le monde. Ces mouvements aspirent à l'instauration, dans les pays opposés politiquement aux États-Unis, des standards occidentaux en matière de respect des droits de l'Homme, des libertés civiques, d'économie de marché et d'institutions démocratiques. Jusqu'à présent, Otpor a joué un rôle actif, direct dans le renversement du gouvernement Milosevic, et indirect en Géorgie (pour le mouvement Kmara), en Biélorussie (pour Zubr) et en Ukraine (pour Pora), avec un succès indéniable. En 2009, une partie des jeunes leaders de la révolution arabe (dont le mouvement du 6 avril) ont tous été formés en Serbie par les mouvements otpor et CANVAS [12].

Les stratégies utilisées démontrent que la révolution n'est pas une révolte ayant réussi. Ce qui la caractérise d'abord, c'est qu'à la différence de la révolte, impulsive, elle s'appuie sur une doctrine et cherche à s'appliquer au réel, comme le font les révolutions de couleur, qui cherchent à s'institutionnaliser en suivant des objectifs et des stratégies déterminés.

Doctrine et stratégies

Cependant, les échecs de nombreuses révolutions par la récupération du pouvoir sous une forme parfois même totalitaire ont fait l'objet de réflexions, dont notamment celle d'Hannah Arendt. Pour elle, la garantie de continuité

d'une révolution est assurée par le contenu de ses nouvelles institutions et par l'instauration de cette liberté sociale qui permet l'imprévisibilité de l'avenir, tout en rappelant que cette liberté n'est possible que parmi les égaux. Elle insiste sur le rôle prédominant, pour l'avenir d'une révolution, de la politique et de cette liberté de la mise en commun : elles ne sauraient être perturbées par des intérêts économiques. Ce qui montre l'extrême importance de deux choses : déterminer des structures économiques égalitaires et avoir une constitution politique assurant l'expression individuelle. La forme politique du conseil qui émerge pendant les révolutions est, pour H. Arendt, une preuve qu'un des ressorts instinctifs du peuple est de s'auto-organiser en l'absence d'un pouvoir établi. Elle invite donc les protagonistes d'une prochaine révolution, à prendre fait et cause pour les conseils qui devraient normalement émerger de son sein, comme forme gouvernementale par excellence dans la modernité : « Si l'on ne peut jamais "faire" les révolutions, il semble que l'on puisse préparer les hommes au "miracle" de l'action » [13].

Pour conclure, il convient de bien séparer d'un côté l'éphémère de la révolte, qui malgré son impact impressionnant se trouve rapidement épuisée et récupérée par une simple réforme ou par la répression, et de l'autre côté, l'instauration durable d'une révolution en raison de l'apport subséquent d'une stratégie élaborée antérieurement.

Quelle que soit l'origine du mouvement, sa force et sa durée seront dépendantes de théories politiques, économiques et sociologiques construites auparavant et répondant aux conditions environnementales et économiques de l'époque.

Dans certaines conditions, un mouvement révolutionnaire peut inspirer bien plus d'enthousiasme qu'une réforme. Cette dernière en général n'offre qu'une solution à un problème social particulier. La révolution, au contraire, propose de résoudre tous les problèmes en une fois et recréer un monde nouveau. La ferveur révolutionnaire entraîne les gens à prendre de grands risques, à assumer de grands sacrifices et à supporter de redoutables épreuves pour obtenir la réussite. Or l'Histoire a montré qu'une seule minorité impliquée, mais déterminée, est souvent suffisante pour devenir la force dominante de la société.

Il est grand temps de décoller du matérialisme transformé en idéologie dangereuse et de se concentrer sur un autre échelon du bonheur, l'art de vivre ensemble. Un ensemble constitué aussi bien de nos voisins concitoyens, que de tous les peuples et de tout ce qui forme notre environnement.

Pour répondre à ce besoin, pour qu'une révolte se transforme en révolution, l'économie distributive est prête, elle est un programme en adéquation avec les conditions temporelles, elle est capable de fédérer le rassemblement autour de lui.

On souscrita donc aux mots de Castoriadis : « l'idée centrale de la révolution, c'est que l'humanité a devant elle un vrai avenir, et que cet avenir n'est pas seulement à penser, mais à faire » [14].

[1] Raoul-Marc Jennar, 24 juin 1793, un anniversaire oublié, Blog : jennar.fr, 24 juin 2014.

[2] Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, lycée d'Albi, 30 juillet 1903, cité dans la référence précédente.

[3] Jacques Ellul, Autopsie de la révolution, éd. : La Table Ronde / La petite vermillon, 2008.

[4] Timothy Garton Ash, A Century of Civil Resistance : Some Lessons and Questions, dans Civil Resistance and Power Politics, éd. Oxford University Press, 2009, p 375-77

[5] Julien Petit, Au coeur de l'action : le Satyâgraha, www.persocite.com/Orient/satyagraha.htm

[6] Extrait du Rapport soumis par Gandhi au comité de Lord Hunter qui étudiait les débuts du mouvement du Satyâgraha dans l'Inde, lpdw.free.fr/freedom/sat-yagraha.htm

[7] H. Arendt, Qu'est-ce que la politique ?, éd. Seuil, 1995, p. 59.

[8] M. Cervera-Marzal, Vers une théorie de la révolution non-violente, Dissensus [En ligne], N° 4 (avril 2011), popups.ulg.ac.be/20314981/index.-php?id=1275.

[9] H. Zinn, L'impossible neutralité, éd. Agone, 2006.

[10] S. B Oates, Martin Luther King, éd. Le Centurion, 1985

[11] Gene Sharp, The Politics of Nonviolent Action, éd. Porter Sargent, 1973

[12] La révolution qui venait de Serbie, bladi.in-fo/threads/revolution-venait-serbie.264085/

[13] François Charbonneau, Comment lire : Essai sur la révolution d'Hannah Arendt ?, Dissensus, Revue de philosophie politique de l'ULg - N°5 - Mai 2013

[14] Cornelius Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, éd. Seuil, 1975, p. 95